



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



RAPPORT SOMMAIRE

LE COÛT DE LA
FAIM
EN **AFRIQUE**
L'INCIDENCE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE LA
MALNUTRITION CHEZ L'ENFANT A
MADAGASCAR

C
D
F
A

Tous droits réservés : aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, enregistrée dans une base de données ou transmise sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit sans une autorisation écrite au préalable.

Financement initial fourni par





RAPPORT SOMMAIRE



Remerciements

Ce document est le fruit d'une collaboration entre l'Etat de Madagascar et ses partenaires au développement. Il s'inscrit dans le prolongement du Programme intitulé « Le coût de la faim en Afrique: l'incidence sociale et économique de la sous-nutrition chez l'enfant » initié par la Commission de l'Union Africaine et mis en œuvre avec l'appui technique du Programme Alimentaire Mondial (PAM), et de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC).

Cette initiative a été rendue possible grâce au leadership institutionnel fourni à ce projet par S.E. Mme Nkosazana Dlamini ZUMA, Présidente de la Commission de l'Union Africaine (CUA); S.E Mme Alicia BARCENA Secrétaire Exécutive, ECLAC; S.E Mme Ertharin COUSIN, Directrice Exécutive du PAM. La mise en œuvre de l'accord a été coordonnée par S.E Dr Mustapha Sidiki KALOKO, Commissaire aux Affaires Sociales à l'Union Africaine (UA), et Monsieur Thomas YANGA, Directeur du Bureau de l'Afrique du Programme Alimentaire Mondial auprès de l'Union Africaine et de la CEA, Addis-Abeba, Ethiopie.

L'Equipe nationale de réalisation de l'Etude, placée sous le leadership de la Primature, est composée de cadres d'institutions nationales et de structures partenaires dont la liste est ci-dessous. Elle a travaillé sous la direction de Monsieur Charles Clément RAKOLOLAHY, Conseiller Spécial du Premier Ministre et sous la coordination technique de Monsieur Rivo ANDRIATSITONINA, Conseiller Technique auprès de la Primature.

Dans le cadre de sa mission, l'équipe nationale a bénéficié d'une assistance rapprochée et constante du Bureau pays du Programme Alimentaire Mondial, notamment à travers son directeur pays, Monsieur Willem van Milink, le chef d'unité Nutrition, Mme Nora HOBBS et le consultant Monsieur Boureima OUEDRAOGO. L'équipe technique régionale qui a exécuté l'étude à l'échelle continentale a été dirigée par Mme Priscilla WANJIRU et Monsieur Mamane Laoualy SALISSOU Programme Alimentaire Mondial et grâce aux directives techniques supplémentaires de Monsieur Rodrigo MARTINEZ et de Mme Amalia Palma de la Division du développement social de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC).

La conception et la mise en œuvre de l'étude ont été réalisées par un Comité de pilotage dirigé conjointement par l'Ambassadeur Dr Olawale MAIYEGUN et Dr Janet BYARUHANGA du Département des Affaires Sociales de la CUA, Mme Wanja KAARIA du PAM.

Le Gouvernement de Madagascar tient à témoigner sa gratitude à l'ensemble des personnes et des institutions pour leur contribution financière, technique, et d'une manière ou d'une autre à la réalisation de cette étude.



Lorsqu'un enfant souffre de sous-nutrition, les conséquences négatives de cette situation le suivent pour le restant de ses jours. Ces conséquences négatives ont également des effets graves sur les économies où l'enfant vit, apprend et travaille.



Avant-propos

L'un des cinq objectifs stratégiques du Plan National de Développement (PND) de Madagascar est de doter le pays d'un « Capital humain adéquat au processus de développement », c'est-à-dire une population en bonne santé, bien formée et capable d'innover et de saisir les opportunités économiques du moment. Or, l'atteinte de cet objectif est constamment entravée par de multiples facteurs dont la malnutrition très répandue chez les enfants de moins de cinq ans qui cause de graves conséquences sur leur santé et éducation ainsi que leur épanouissement. Alors même que ces enfants sont appelés à devenir les acteurs de développement de demain.

L'étude sur le Coût de la faim (CDFA) est une initiative africaine, à travers la Commission de l'Union Africaine (CUA) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC). Elle est mise en œuvre dans plusieurs pays du continent dans le but de produire des données pour informer les principaux décideurs et le grand public sur les coûts sociaux et économiques de la sous-nutrition des enfants en Afrique.

Lancée en 2015, la réalisation de l'étude a été conduite par une équipe technique nationale pluridisciplinaire représentant divers institutions et organismes nationaux ainsi que des partenaires au développement, sous le leadership de la Primature.

Les résultats de l'étude ont montré qu'au cours des cinq dernières années (2009-2013), il y a eu 261 114 décès d'enfants dus à la sous-nutrition, Ces décès représentent 43,9% de tous les cas de mortalité infantile de cette période, limitant ainsi les capacités du pays à atteindre l'un de ses principaux objectifs de développement qu'est la réduction de la mortalité infantile. La malnutrition chronique a également des effets négatifs sur les résultats scolaires des enfants par l'accroissement des risques de redoublement et d'abandon et plus tard sur les capacités productives lorsque ces enfants atteignent l'âge de travailler. L'étude montre que Madagascar perd 14,5% de son Produit Intérieur Brut (PIB) du fait des effets cumulés de la sous-nutrition des enfants en termes de dépenses de santé, de dépenses scolaires et de perte de productivité sur le marché de l'emploi. En complément, selon l'étude d'un plan d'investissement pour la nutrition, il est estimé que la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles spécifiques d'un montant de 398 millions de dollars sur 10 ans, permettrait de réduire les pertes économiques de 40%.

Les résultats de l'étude mettent également en évidence les pertes futures que le pays connaîtra sur les plans humain et économique si le niveau de la malnutrition n'est pas maîtrisé ainsi que les intérêts que le pays peut tirer en investissant dans des actions ambitieuses de lutte contre la malnutrition.

Il est évident que la réduction de la sous-nutrition ne peut à elle seule susciter une croissance économique durable. C'est pourquoi elle doit être menée à travers une politique multisectorielle qui prend en compte les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle, des innovations technologiques et des évolutions de la structure de l'économie afin d'optimiser les gains en capital humain et de créer des opportunités d'emplois générateurs de revenus.

Au nom de son Excellence Monsieur le Président de la République de Madagascar, du Gouvernement et du peuple malgaches et en nom personnel, je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Département des Affaires Sociales de la Commission de l'Union Africaine et au Programme Alimentaire Mondial pour leur contribution technique et financière qui a permis la réalisation de cette étude. J'adresse également mes chaleureuses félicitations à l'équipe technique nationale qui s'est pleinement investie dans cette étude.

Au vu des pertinentes conclusions et recommandations de l'étude, je préconise fortement son utilisation par les secteurs publics, le monde universitaire, le secteur privé et les partenaires au développement dans la planification, le suivi, la recherche et le plaidoyer pour la mise en œuvre d'actions fortes de développement pour notre pays.

LE PREMIER MINISTRE
CHEF DU GOUVERNEMENT

MANAFALY Solonandrasana Olivier

10 Résultats issus de l'étude sur le coût de la faim à Madagascar

- 1** Le coût annuel engendré par la sous-nutrition des enfants est estimé à 3 384 milliards de MGA, ce qui correspond à 14,5% du produit intérieur brut ;
- 2** Les effets cumulés du retard de croissance sur la productivité (capacités physiques réduites, niveau d'instruction plus faible et heures de travail perdues du fait de la mortalité) qui font perdre à Madagascar 12,8% de son PIB constituent le plus lourd fardeau sur l'économie ;
- 3** 66% de la population adulte de Madagascar a souffert de retard de croissance pendant leur enfance ;
- 4** Aujourd'hui, plus d'enfants souffrent de retard de croissance qu'il y a dix ans à Madagascar ;
- 5** Plus de 4 000 000 cas d'épisodes de maladie des enfants en 2013 sont dus à la sous-nutrition dont 357 722 épisodes supplémentaires d'anémie, diarrhée aiguë, infections respiratoires aiguës, fièvre ;
- 6** 43,9% de la mortalité des enfants à Madagascar est associé à la sous-nutrition ;
- 7** 14,6% des cas de redoublement de classe au niveau scolaire sont dus aux difficultés plus élevées que connaissent les enfants atteints de retard de croissance ;
- 8** Les enfants atteints de retard de croissance achèvent 1,6 année scolaire de moins que ceux qui n'ont pas souffert de malnutrition ;
- 9** La mortalité infantile associée à la sous-nutrition des enfants a réduit de 11% la population active de Madagascar ;
- 10** Selon l'étude sur un plan d'investissement nutritionnel, on estime que la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles spécifiques d'un montant de 398 millions de dollars sur une période de 10 ans entraînerait une réduction de 40% des pertes économiques.

A propos de l'étude

L'étude sur le coût de la faim en Afrique (CDFA) est un projet dirigé par la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD avec le soutien de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme d'alimentaire mondial (PAM). Le projet est une étude multi pays visant à évaluer les coûts économiques et sociaux de la sous-nutrition infantile en Afrique.

L'étude montre que la sous-nutrition chez l'enfant n'est pas seulement un problème social mais aussi économique, puisque les pays sont en train de perdre des sommes d'argent considérables en raison d'une sous-nutrition qui a affecté des générations d'enfants et en plus de celle qui prévaut actuellement chez les enfants. Ainsi, au mois de mars 2012, les résultats de l'étude sur le coût de la faim en Afrique ont été présentés aux Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie). Les ministres ont adopté la Résolution 898 dans laquelle ils ont confirmé l'importance de l'étude et ont recommandé sa poursuite au-delà de sa phase initiale.

Au cours du processus, toutes les données de l'étude ont été recueillies auprès des institutions nationales, et du système des Nations Unies. Les principaux rapports statistiques exploités sont: Enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS), Annuaire statistique de la santé et de l'éducation et la base de données des indicateurs du développement de la Banque mondiale. En outre, une collecte de données primaires a été réalisée, notamment au niveau du secteur de la santé.

Le modèle de l'étude sert à évaluer le nombre de cas supplémentaires de morbidité, de mortalité, de redoublement, d'abandon scolaire et de réduction des capacités physiques pouvant être directement attribués au fait qu'un individu a souffert de sous-nutrition avant l'âge de cinq ans.



0-5 ans

L'enfant sous-alimenté court un risque plus élevé d'anémie, de diarrhée et d'infections respiratoires. Ces nouveaux cas de maladie sont coûteux pour les familles ainsi que pour le système de santé. Les enfants sous-nourris courent un risque plus élevé de mourir.



6-18 ans

L'enfant souffrant d'un retard de croissance court un risque plus élevé de redoubler des classes et un risque plus élevé d'abandonner l'école. Les incidences supplémentaires de redoublements sont coûteuses pour les familles ainsi que pour le système éducatif.



15-64 ans

Si un enfant abandonne l'école tôt et travaille ensuite dans des activités non manuelles, il ou elle peut être moins productive. Si il ou elle travaille ensuite dans des activités manuelles, ses capacités physiques seront réduites et il/elle pourrait être moins productif. Les personnes qui sont absentes de la population active en raison de la mortalité infantile liée à la sous-nutrition représentent une perte de productivité économique.

|



Conséquences sur la santé

Résultats de Madagascar

Lorsqu'un enfant souffre de sous-nutrition, les conséquences négatives de cette maladie le suivent pour le restant de ses jours. Ces conséquences négatives ont également des effets graves sur les économies où l'enfant vit, apprend et travaille.

Résultats en matière de santé

Quand un enfant est sous-alimenté, il ou elle aura une plus grande probabilité de souffrir de problèmes de santé spécifiques.

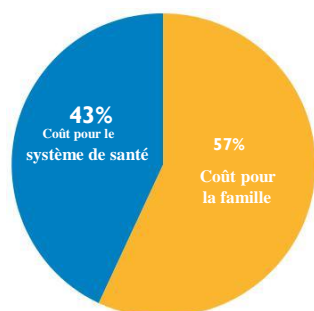
Les enfants sous-alimentés sont plus sensibles aux maladies récurrentes. Selon l'analyse des probabilités différentielles effectuées avec les données des enquêtes démographiques et de santé et de l'enquête nationale de suivi des OMD à Madagascar, les enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale sont plus affectés par l'anémie (augmentation de 12,6 points de pourcentage), ont un risque plus élevé de diarrhée (augmentation de 1.0 point de pourcentage), un risque plus élevé d'infections respiratoires (augmentation de 0,8 point de pourcentage) et un risque plus élevé de fièvre/paludisme (augmentation de 1,3 point de pourcentage) par rapport aux enfants convenablement alimentés.

Coût de la sous-nutrition sur la santé - Pathologies associées 2013

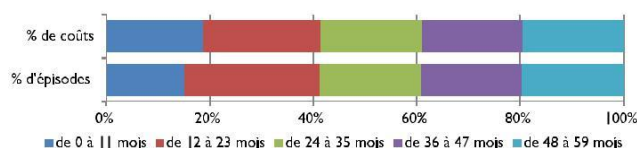
	% d'épisodes	Coût en millions (MGA)	Coût en milliers (dollars)	% du coût
Insuffisance pondérale	90,1%	331 891,3	150,4	89,0%
FPN/RCIU	1,0%	4 952,4	2,2	1,3%
Anémie	6,3%	28 421,5	12,9	7,6%
Diarrhée aiguës	1,1%	3 399,8	1,5	0,9%
Infections respiratoires aiguës	0,7%	1 903,3	0,9	0,5%
Fièvre/Malaria	0,9%	2 372,9	1,1	0,6%
Coût total		372 941,2	169	

Source: Estimations du modèle sur la base de l'ENSOMD et les projections démographiques

Répartition des Coûts pour la famille et le système de santé publique (en millions de MGA)



Répartition des Coûts par groupe d'âge (en pourcentage des coûts totaux)



Les enfants qui souffrent d'insuffisance pondérale sont également plus susceptibles de mourir de maladies liées à la malnutrition.



43,9 % des décès parmi les enfants sont associés à la dénutrition. On estime 261 114 de cas annuels supplémentaires de mortalité infantile associés à la dénutrition des enfants, dans la période allant de 2008 à 2012.



Conséquences sur l'éducation

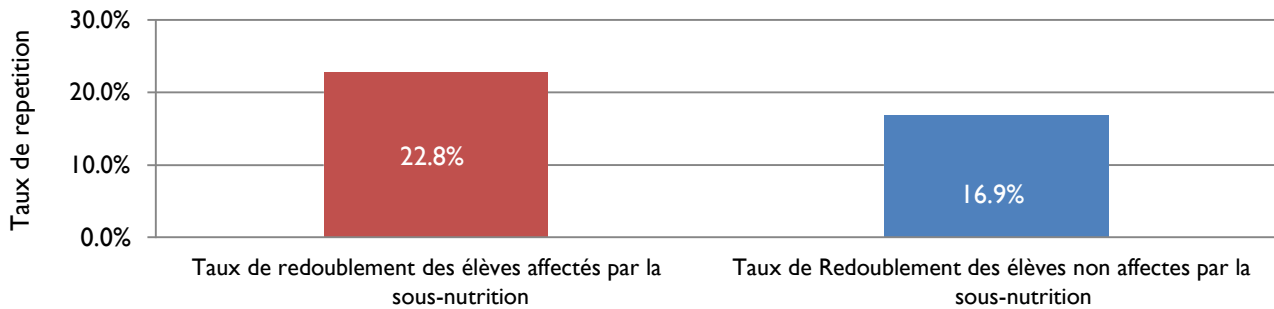
Résultats à Madagascar

Un enfant affecté par la sous-nutrition, risque de souffrir de déficience cognitive et physique, ce qui affecte la qualité de sa vie en tant qu'enfant puis en tant qu'adulte au sein de la société.

Les élèves souffrant d'un retard de croissance ont plus de probabilité de redoubler une année scolaire ou même d'abandonner l'école.

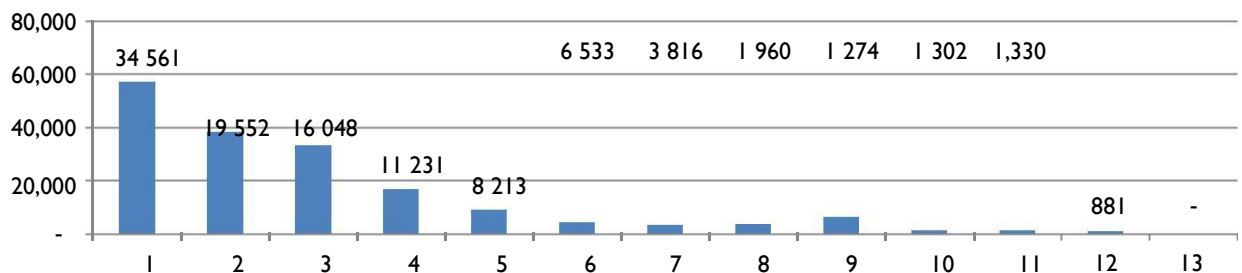
Résultats en matière d'éducation

Il n'existe pas de cause unique expliquant le redoublement ou l'abandon scolaire. Cependant, des études montrent que les enfants qui accusent un retard de croissance avant l'âge de cinq ans sont plus susceptibles de moins performer à l'école. En conséquence, les enfants sous-alimentés sont confrontés au défi de la concurrence à l'école, d'une capacité cognitive et physique plus faible que les enfants qui ont réussi à rester en bonne santé durant leurs premières années de vie.



Selon les données officielles fournies par le Ministère de l'éducation nationale, le taux de redoublement à Madagascar est estimé à 20,3% pour l'année 2013, ce qui représente 1 196 295 enfants ayant été inscrits dans la même classe pour des années consécutives. En utilisant les données sur le risque accru de redoublement chez les élèves souffrant de retard de croissance, le modèle estime à 22,8% le taux de redoublement pour les enfants souffrant de retard de croissance, alors que ce taux n'est que de 16,9% pour les enfants ne souffrant pas de retard de croissance, ce qui démontre un risque différentiel supplémentaire de 5,9 points de pourcentage pour les enfants souffrant de retard de croissance. Ainsi, compte tenu de la proportion d'enfants souffrant de retard de croissance, les estimations montrent que 175 175 élèves, soit 14,6% du total des redoublements en 2013, sont dus au retard de croissance.

REDOUBLEMENTS DES ENFANTS AYANT SOUFFERT DE RETARD DE CROISSANCE, PAR NIVEAU SCOLAIRE, 2013



Source: Estimations du modèle basées sur des données fournies par le Ministère de l'éducation nationale

Les redoublements sont coûteux à la fois pour les familles et pour le système éducatif.

Des ressources doivent être engagées pour une année de scolarité supplémentaire. Les coûts pour les familles comprennent les frais de scolarité additionnels, ainsi que les uniformes, livres et cahiers d'exercices. Les coûts économiques ont été calculés pour estimer le coût des années d'études supplémentaires associés à la dénutrition.

Coûts des redoublements associés la sous-nutrition

Total des coûts publics : 16 113,9 millions de MGA

Coût total aux familles : 9 103,1 millions de MGA

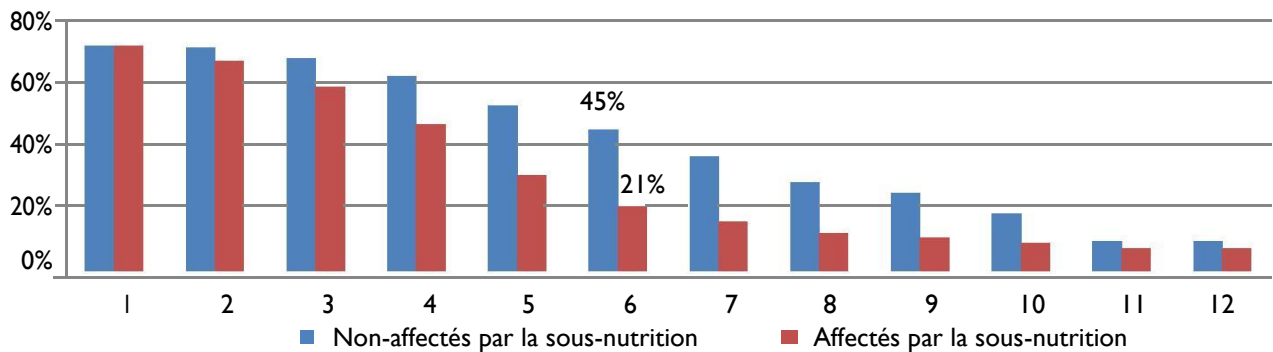
Coût Total : 25, 2 milliards de MGA

Résultats en matière d'éducation

Les enfants ayant souffert d'un retard de croissance sont également plus susceptibles de d'abandonner l'école. Le risque supplémentaire de répétition, ainsi qu'un absentéisme élevé associés aux enfants souffrant de sous-nutrition, contribuent à l'augmentation de l'abandon scolaire chez les enfants souffrant de retard de croissance. Selon les données disponibles et compte tenu des risques liés aux conséquences du retard de croissance sur la performance scolaire, on constate un grand écart entre l'achèvement des études de ceux qui ont souffert de retard de croissance durant leur enfance et ceux ayant eu une enfance saine. Le modèle estime que parmi la population adulte d'âge compris entre 20 et 64 ans, 45% n'ayant pas souffert de retard de croissance pendant leur enfance ont terminé l'école primaire, contre seulement 21% pour ceux ayant souffert de retard de croissance.

Les coûts associés à l'abandon de l'école sont reflétés sur les pertes de productivité subies par des personnes à la recherche d'opportunités sur le marché du travail. Par conséquent, l'impact n'est pas reflété dans la population en âge d'être scolarisée, mais dans la population en âge de travailler. De ce fait, afin d'évaluer le coût social et économique de la sous-nutrition en 2013, l'analyse compare le niveau de scolarisation atteint par la population ayant souffert d'un retard de croissance à celui des personnes n'ayant pas souffert de retard de croissance.

Niveau de scolarité atteint par la population en âge de travailler par état nutritionnel



Conséquences sur la productivité

Résultats de Madagascar

Des études montrent que lorsqu'un enfant souffre de retard de croissance, ceci aura un impact sur eux lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. Dans l'ensemble, les individus souffrant de retard de croissance sont moins productifs que les individus n'ayant pas souffert de retard de croissance, et sont moins en mesure de contribuer à l'économie nationale...



Résultats en matière de Productivité

La sous-nutrition des enfants affecte le capital humain et la productivité dans plusieurs dimensions. La productivité nationale a été gravement affectée par des taux historiques élevés de sous-nutrition chez l'enfant. Les personnes ayant souffert de retard de croissance ont, en moyenne, achevé moins d'années de scolarité par rapport aux personnes n'ayant pas souffert de retard de croissance.



On estime que **66%** de la population en âge de travailler à Madagascar a souffert d'un retard de croissance durant l'enfance, ce qui représente **8 287 508** adultes.

Le modèle utilise les informations nutritionnelles historiques, les projections démographiques dans le pays ainsi que les taux de mortalité ajustés pour estimer la proportion de la population dont la productivité du travail est affectée par la sous-nutrition durant l'enfance. Comme décrit plus haut dans la section santé, le modèle estime que 66% de la population en âge de travailler à Madagascar a souffert d'un retard de croissance durant l'enfance, ce qui représente 8 287 508 adultes. Les coûts sur la productivité du travail ont été estimés en identifiant les différences de revenus associés à une scolarisation inférieure dans les activités non manuelles, ainsi que la baisse de la productivité des personnes ayant souffert de retard de croissance engagées dans les activités manuelles, telles que l'agriculture. Le coût d'opportunité de la productivité en raison de la mortalité est basé sur le revenu potentiel qu'une personne en bonne santé aurait pu gagner si elle faisait partie de la population en âge de travailler en 2013.

Pertes de revenus des activités non-manuelles

Dans les activités non-manuelles, les niveaux de revenu sont directement proportionnels au nombre d'années de scolarité effectuées.

PERTES DE REVENUS DANS DES ACTIVITES NON MANUELLES LIÉES AU RETARD DE CROISSANCE, 2013

Age en 2013	Population travaillant dans des activités non manuelles qui a souffert du retard de croissance pendant l'enfance	Pertes de revenus dans des activités non manuelles	
		Millions de MGA	Millions de Dollars
15-24	522 581	19 265,0	8,7
25-34	669 023	149 691,6	67,8
35-44	516 087	110 364,8	50,0
45-54	295 895	79 261,6	35,9
55-64	159 876	35 478,8	16,1
Total	2 163 461	394 061,9	178,6

Source: Estimations du modèle COHA sur la base de données de l'INSAT

Pertes de revenus dans les activités manuelles:

Les activités manuelles sont principalement observées dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui emploient près de 75% de la population Malgache. Pour les personnes engagées dans des activités manuelles, la recherche montre que ceux ayant souffert d'un retard de croissance pendant l'enfance ont des capacités physiques réduites à l'âge adulte et sont donc plus susceptibles d'être moins productives dans les activités manuelles que celles qui n'ont jamais été affectées par un retard de croissance. Les estimations du modèle montrent que 9 508 074 malgaches sont engagés dans des activités manuelles, parmi lesquels 6 653 758 ont souffert d'un retard de croissance pendant l'enfance. Cela représente des pertes annuelles de plus de 389 440,9 millions de MGA, ou encore 176,5 millions de dollars, soit 1,7 % du PIB en termes de revenus potentiels perdus en raison de la baisse de productivité.

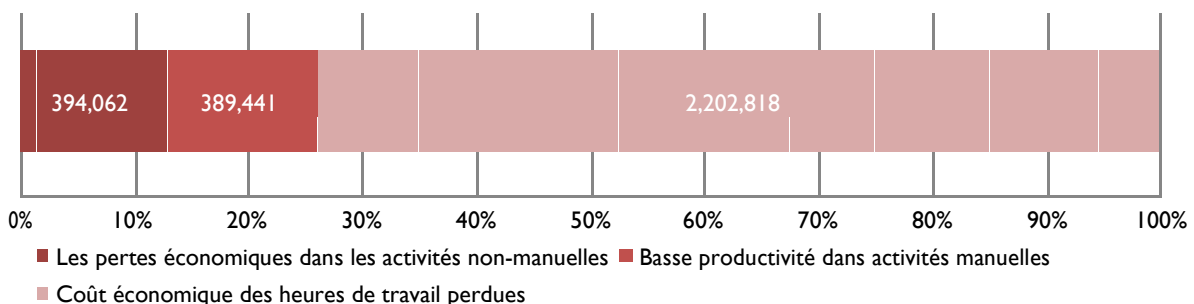
PERTES DE PRODUCTIVITE POTENTIELLE DANS DES ACTIVITES MANUELLES A CAUSE DU RETARD DE CROISSANCE, 2013

Age en 2013	Population travaillant dans des activités manuelles qui a souffert du retard de croissance pendant l'enfance	Pertes de revenus dans des activités manuelles	
		Millions de MGA	Millions de Dollars
15-24	2 506 485	125 060,9	56,7
25-34	1 626 313	95 780,1	43,4
35-44	1 192 019	80 380,5	36,4
45-54	808 060	54 527,5	24,7
55-64	520 881	33 691,8	15,3
Total	6 653 758	389 440,9	176,5

Source: Estimations sur la base des données de l'INSTAT

Coûts d'opportunité associés à la mortalité

La part de la population perdue à cause de la mortalité infantile entrave la croissance économique, car ces personnes auraient pu être des membres bien portants, contribuant à la productivité de la société.



Source: Estimations du modèle.

TOTAL DES COÛTS

Résultats de Madagascar

	Nombre d'épisodes	Coût en millions de MGA	Coût en millions de dollars	Pourcentage du PIB
Coût de santé				
Faible poids à la naissance et insuffisance pondérale	3 655 175	336 843,7	152,6	
Taux accrus de morbidité	357 722	36 097,5	16,4	
Total pour la santé	4 012 897	372 941,2	169,0	1,6%
Coût d'éducation				
Taux accrus de répétition - Primaire	158 343	19 524,0	8,8	
Augmentation des Redoublements-Collège	14 620	4 480,7	2,0	
Augmentation des redoublements - Lycée	2 211	1 212,3	0,5	
Total pour l'éducation	175 175	25 217,1	11,4	0,1%
Coût de productivité				
Productivité réduite - Activités non-manuelles	2 163 461	394 061,9	178,6	
Productivité réduite - Activités manuelles	6 653 758	389 440,9	176,5	
Productivité réduite - Mortalité	1 385 709	2 202 817,9	998,2	
Total pour la productivité	10 202 928	2 986 320,6	1 353,2	12,8%
COÛT TOTAL	...	3 384 478,9	1 533,6	14,5%

Source: Estimations du modèle.



Scénarios Pour une Meilleure Nutrition

La section précédente a montré que les coûts sociaux et économiques qui ont affecté Madagascar en 2013 sont dus aux tendances historiques élevées de la sous-nutrition infantile. La plupart de ces coûts sont déjà ancrés dans la société et des mesures doivent être prises pour améliorer la vie des personnes déjà touchées par la sous-nutrition infantile. Néanmoins, il y a lieu d'éviter ces coûts à l'avenir. Actuellement à Madagascar, un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance.

Un élément clé de la discussion est constitué par les économies potentielles qui pourraient être réalisées dans chaque contexte avec une réduction de la prévalence du retard de croissance. En ce sens, le modèle est capable de générer une base de référence pour les différents scénarios, basés sur les objectifs nutritionnels établis dans chaque pays. Pour cette première analyse, deux scénarios de changement différents sont proposés.

Scénario de référence. Le coût de l'inaction — Les progrès dans la réduction du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez l'enfant cessent

Pour le scénario de référence, les progrès dans la réduction de la prévalence de la sous-nutrition s'interrompent au niveau atteint en 2013. Cela suppose également que la croissance de la population maintiendrait le même rythme que l'année de l'analyse et ainsi, le nombre d'enfants sous-alimentés et le coût estimé augmenteraient. Bien que très improbable, cette hypothèse sert de base de référence à laquelle toute amélioration de la situation nutritionnelle est comparée pour évaluer les économies potentielles en coûts.

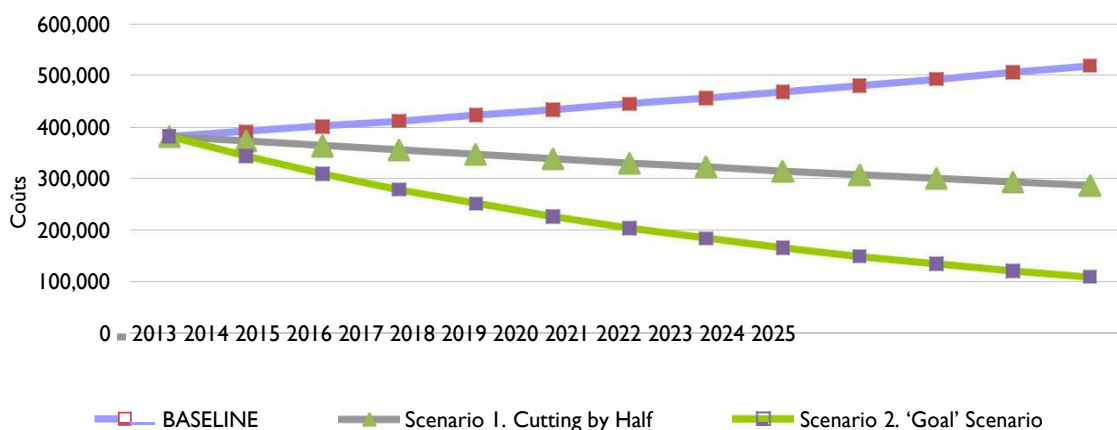
Scénario #1: Réduire de moitié la prévalence de la sous-nutrition chez l'enfant d'ici à 2025

Ce scénario prévoit que la prévalence de l'insuffisance pondérale et celle du retard de croissance chez les enfants seront réduites de moitié par rapport aux valeurs de référence de l'année 2013. Cela signifierait une réduction constante de 2 points de pourcentage du taux de retard de croissance par an, soit de 47,3% (estimation pour 2013) à 23,7% en 2025. Avec une combinaison appropriée d'interventions, ce scénario serait réalisable mais demanderait des investissements plus importants étant donné le taux moyens de réduction du retard de croissance entre 2009 et 2013 qui n'est que de 0,9 point de pourcentage par an.

Scénario #2: Scénario « Objectif à atteindre ». Réduire à 10% le retard de croissance et à 5% le nombre d'enfants atteints d'insuffisance pondérale d'ici à 2025

Ce scénario prévoit une réduction à 10% de la prévalence du retard de croissance chez les enfants et à 5% celle de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. Actuellement, à l'échelle mondiale, le taux du retard de croissance chez l'enfant est estimé à 26%, l'Afrique ayant une prévalence très forte de 36 %. Ce scénario nécessiterait un véritable appel à l'action et constituerait un important défi à l'échelle continentale pour lequel les pays africains pourraient signer un accord et encourager les actions en faveur de la lutte contre la sous-nutrition infantile. Le taux de progrès nécessaire pour atteindre ce scénario serait une réduction annuelle de 3,1 points de pourcentage pour une période de 12 ans, entre 2013 et 2025.

Tendances des coûts estimés de la sous-nutrition chez les enfants



Scénarios Pour une Meilleure Nutrition

Les avantages économiques potentiels d'une réduction de la sous-nutrition constituent un élément clé pour établir un plaidoyer et augmenter les investissements en matière de nutrition. La réduction des cas de maladies et de redoublements scolaires, ainsi que l'amélioration des performances et de la capacité productive sont des éléments clés pour atteindre ces objectifs d'ici 2025.

Scénarios	Scénario #1: Réduire de moitié la prévalence de la sous- nutrition chez les enfants d'ici 2025		Scénario #2: "Objectifs à atteindre" (10% et 5% d'ici 2025)	
	MGA	USD	MGA	USD
	(en millions)	(en millions)	(en millions)	(en millions)
Economies potentielles totales (2013-2025)	7 314,9	3 315	14 907,3	6 755
Économies annuelles moyennes (2013-2025)	609,5	276	1 242,2	563
Pourcentage annuel de réduction du retard de croissance nécessaire (2013 -2025)	2.0%		3.1%	



Conclusions et Recommandations

La magnitude des coûts sociaux et économiques engendrés par la sous-nutrition indiquent l'urgence pour l'Etat de Madagascar à mobiliser d'avantage d'efforts pour réduire de manière significative le niveau et les effets de cette sous-nutrition. Pour cela, il est nécessaire de:

- Démontrer un engagement national soutenu à conduire les efforts de réduction de la sous-nutrition à travers un leadership fort ;
- Fixer des cibles ambitieuses en matière de réduction de la sous-nutrition en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD) et celui de l'Union africaine qui vise un niveau régional du retard de croissance de 10% d'ici à 2025 ;
- Prendre des engagements concrets pour accroître les ressources domestiques et extérieures allouées à la lutte contre la sous-nutrition des enfants. En particulier, soutenir un plan d'investissement pour la nutrition visant à offrir des services nutritionnels spécifiques sur une durée de 10 ans ;
- Renforcer l'environnement politique et programmatique. Pour cela, la révision de la politique nationale de nutrition et l'élaboration du nouveau plan national d'action nutrition constituent des opportunités de renforcement du cadre politique comme recommande par l'évaluation du dernier plan national d'action en nutrition ;
- Soutenir la communication et le plaidoyer en faveur de la nutrition auprès du gouvernement et des partenaires au développement.



|

|



World Food Programme



ECLAC